



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



OMYA

6 rue pierre SEMARD
51240 OMEY

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0006801187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement OMYA implanté Les mottes Montlas Coumarin et Malets 65370 SOST. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, l'inspection de l'environnement a procédé à une visite de la carrière de marbre blanc exploitée par la société OMYA sur la commune de SOST. L'objet de la visite est de s'assurer du respect des dispositions applicables en matière de sécurité et protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- Les mottes Montlas Coumarin et Malets 65370 SOST
- Code AIOT : 0006801187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre blanc de SOST est exploitée par campagnes de quelques semaines : l'une au printemps, l'autre en automne. L'accès se fait par une piste forestière. Le marbre fait l'objet d'un

abattage à l'explosif. Il est ensuite évacué par camion vers l'usine de traitement située sur une autre commune. Il n'y a donc pas d'installation de traitement sur place.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative de la carrière,
- gestion de la sécurité périphérique,
- gestion de la pollution des eaux liée au ravitaillement des engins,
- avancement du traitement de la verse à stéril.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière de marbre blanc est actuellement exploitée en "dent creuse". Cette méthode d'exploitation minimise l'impact sur l'environnement, notamment en ce qui concerne l'aspect visuel ainsi que les bruits perçus à l'extérieur. Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'envol de poussières.

La prochaine phase d'exploitation va conduire à exploiter la partie du gisement qui masque la zone d'exploitation et réduire la pente de l'accès à la carrière. A noter que le matériaux étant faillé, l'évacuation des eaux météoriques se fait pas infiltration naturelle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès et signalisation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 20	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 26.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Verse à stériles	Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 16.5	/	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux simples permettent de corriger les anomalies mises en évidence. Toutefois, en ce qui concerne l'aménagement de la zone dédiée au ravitaillement des engins, un soin devra être apporté pour choisir la zone d'implantation, compte tenu de la présence de failles dans le sol et le fait que la carrière va faire l'objet d'une modification topographique importante dans sa prochaine phase d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 20
Thème(s) : Autre, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès ou de tout autre point le justifiant.
Constats : Une signalisation rappelant l'interdiction d'accès à la carrière par le public est apposée sur la barrière d'accès au site. Elle n'est pas visible lorsque la barrière est en position ouverte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 26.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux et des liquides résiduels, ou par tout dispositif reconnu équivalent.
Constats : Il n'a pas été aménagé de dispositif pour s'assurer de récupérer les égouttures ou éventuelles fuites. Lorsque qu'un engin est ravitaillé, l'opération est faite à l'aide d'un véhicule équipé d'un citerne et se positionnant en bord à bord. un dispositif amovible est disposé au sol pour récupérer les hydrocarbures qui tomberaient. Cette disposition apparait ne pas répondre totalement à la prescription faite dans l'arrêté préfectoral, c'est particulièrement le cas lors d'une fuite importante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Verse à stériles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 16.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité de la verse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant renonce à l'usage de la verse à stériles située à l'ouest du site. Sans préjudice des dispositions relatives au code du travail, il procède à la résorption des stériles entreposés jusqu'à l'obtention de conditions de stabilité satisfaisante et justifiées par un géotechnicien. L'écêtement de la verse jusqu'à la côte de 1060 mètres NGF peut être conduite sous réserve du respect des recommandations émises dans le rapport Anteagroup n°A78815/C – Addendum de février 2016. Toute modification de la côte d'écêtement sera portée à la connaissance du préfet. L'exploitant procède à un suivi topographique bisannuel de la verse, puis annuellement pendant 5 ans après atteinte de la côte visée à l'alinéa précédent. Il réalise une interprétation à minima quinquennale par un cabinet géotechnique des mesures topographiques. L'exploitant tient l'ensemble des éléments à la disposition de l'inspection des installations classées. Les hypothèses de calcul feront l'objet de vérification « in situ » en tant que de besoin.
Constats : La verse à stériles n'est plus utilisée. L'exploitant a entrepris d'en évacuer la partie supérieure (de l'ordre de 15 000 t depuis l'année dernière) afin de la stabiliser de manière durable. Le dernier relevé topographique confirme l'absence de déplacement de la verse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets couvrant la période 2017-2022. Il répond aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ce plan doit faire l'objet d'une actualisation pour la prochaine période quinquennale (2023-2028).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet